

Direction des Routes et des Interventions Territoriales
Service Coordination des Services Territoriaux

SCHEMA DIRECTEUR DE SIGNALISATION DIRECTIONNELLE ET TOURISTIQUE

***Charte de mise en place de
la Signalisation d'Information Locale***

1. PRINCIPES GENERAUX	3
2. CADRE REGLEMENTAIRE	4
2.1. Documents de référence	4
2.2. L'Instruction Interministérielle de Sécurité Routière	4
2.3. Guide technique de Signalisation d'Information Locale	4
2.4. Le Code de l'environnement	5
3. LES POLES BENEFICIANT DE LA SIL	6
4. LES PRINCIPES DE JALONNEMENT	7
4.1. Règles générales	7
4.2. Autres Règles	9
5. LES MODALITES D'IMPLANTATIONS	12
5.1. Types de panneaux utilisés	12
5.2. Distances d'implantation	15
6. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES	16
6.1. Caractéristiques générales des équipements	16
6.2. Les éléments de base	16
6.2.1. Idéogrammes	16
6.2.2. Mentions	17
6.2.3. Indicateurs de classement	17
6.2.4. Flèches directionnelles	18
6.3. Choix des couleurs	18
6.3.1. Couleur des registres	18
6.3.2. Couleur des caractères	18
6.3.3. Couleur des flèches	18
6.3.4. Couleur des idéogrammes	19
6.3.5. Couleur des indicateurs de classement	19
6.4. Classe de rétroréflexion	19
6.5. Hauteur sous panneau	19
6.6. Mâts	19
6.7. Règles d'assemblage des panneaux	19
6.8. Caractéristiques dimensionnelles des panneaux	20
6.9. Parcs naturels et réserves	21
7. AUTORISATION ADMINISTRATIVE	21
ANNEXES	22

1. PRINCIPES GENERAUX

« La Signalisation d'Information Locale (SIL) a pour but de guider l'utilisateur de la route vers un service ou un équipement utile à son déplacement, qui n'a pas été pris en compte dans le cadre du schéma directeur de signalisation de direction et qui est situé à proximité de la voirie sur laquelle il se déplace. » *Article 94, Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, Décembre 2011*).

En effet, les objectifs de la Signalisation d'Information Locale sont :

- D'apporter une réponse aux besoins des professionnels (tourisme, activités économiques, services ...) en matière de signalisation routière; tout en étant compatible avec la signalisation
- De permettre l'accès aux activités et services pour les populations locales et touristiques circulant sur le réseau routier départemental;
- D'améliorer la signalisation en proposant une signalisation fiable lisible et uniformisée sur l'ensemble du département hors agglomération ;
- De mettre en valeur la richesse et la diversité des activités;
- De préserver les paysages en luttant contre la publicité sauvage et la pollution visuelle.

La SIL est soumise aux règles fondamentales de la signalisation de direction : **homogénéité, lisibilité**, cohérence avec l'environnement, dont il ne doit pas perturber la lecture.

La « Charte SIL » régit les conditions d'obtention, d'utilisation, d'implantation, de financement et d'entretien des panneaux.

Cette Charte repose sur les principes suivants :

- L'accessibilité à la Signalisation d'Information Locale par les différentes catégories d'activités définies.
- L'uniformité de la signalisation en ce qui concerne la localisation des panneaux (sur route départementale en dehors des agglomérations, à moins de 5km du lieu de l'activité), leur couleur et leur contenu (idéogrammes, logos, nom de l'équipement, flèche de direction).

2. CADRE REGLEMENTAIRE

2.1. Documents de référence

Les principes énumérés dans ce document se basent sur :

- L'Instruction Interministérielle de Sécurité Routière - 5^{ème} partie - Signalisation d'Indication, des services et de repérage, arrêté du 6 décembre 2011.
- Le guide technique de Signalisation d'Information Locale, Certu, 2006,

2.2. L'Instruction Interministérielle de Sécurité Routière

Article 94 : Objet de la Signalisation d'Information Locale

[...] La Signalisation d'Information Locale peut être mise en place sur tous les réseaux à l'exception des voiries à caractéristiques autoroutières ou assimilées et leurs bretelles associées.

Cette signalisation nécessite un suivi rigoureux par une mise à jour régulière, compte tenu de la non pérennité des services signalés.

Le principe de continuité s'applique aussi à ce type de signalisation.

Les spécificités de cette signalisation nécessitent l'élaboration d'une étude globale préalable.

Les articles 94.1 à 94.4 définissent les caractéristiques et les règles d'implantation des panneaux. Ces éléments sont explicites dans les chapitres suivants.

2.3. Guide technique de Signalisation d'Information Locale

Le « Guide technique » du Certu édité en 2006 constitue l'autre référence de base à suivre pour la mise en œuvre de la Signalisation d'Information Locale (SIL).

Les principes fondamentaux de ce cadre réglementaire sont :

- Intégrer cette "signalétique" dans la signalisation routière sous l'appellation « Signalisation d'Information Locale » (SIL),
- Autoriser l'implantation de celle-ci sur le domaine public routier,
- **Soumettre la SIL aux règles fondamentales de la signalisation de direction**, à savoir notamment : homogénéité, lisibilité, visibilité et continuité.

Ainsi définie, la SIL est :

- Applicable en agglomération et hors agglomération,
- Interdite sur autoroute et routes à chaussées séparées,
- Dissociée physiquement de la signalisation directionnelle courante,
- Relative aux services et équipements d'information locale utiles aux usagers.

Ces principes sont de nature à faire jouer à cette signalisation un rôle de guidage de l'usager se déplaçant en véhicule vers des services et des équipements. Elle ne doit en aucun cas être un outil de publicité afin d'optimiser ses qualités de guidage. Elle ne doit pas être utilisée pour jalonner des itinéraires piétons.

2.4. Le Code de l'environnement

Le Parlement a voté le 12 juillet 2010 la loi portant sur l'engagement national pour l'environnement qui réforme notamment les règles d'utilisation des préenseignes.

Les préenseignes :

La nouvelle réglementation visant les préenseignes dérogatoires entrera en vigueur au 13 juillet 2015.

A compter de cette date, seules deux types d'activités seront autorisées à se signaler hors agglomération :

- Les activités en relation avec la fabrication ou la vente de produits du terroir,
- Les activités culturelles et les monuments historiques, classés ou inscrits, ouverts à la visite.

Les autres activités antérieurement admises (activités particulièrement utiles pour les personnes en déplacement ; activités liées à des services publics ou d'urgence ; les activités s'exerçant en retrait de la voie publique) devront être signalées selon les conditions définies par les règlements relatifs à la circulation routière (l'arrêté du 11 février 2008 relatif à la signalisation routière introduit la notion de signalisation d'information locale - SIL).

Cette réforme définit ainsi une nouvelle répartition des compétences.

Les compétences

La loi clarifie et réorganise les compétences en matière de police de la publicité et d'instruction des demandes d'autorisation.

Avant la réforme, les maires et les préfets de département étaient compétents simultanément, au nom de l'État, en matière de police de l'affichage. Les demandes d'autorisation, ainsi que les déclarations préalables, étaient envoyées aux deux autorités.

Dorénavant, seuls les préfets de département sont compétents lorsqu'il n'existe pas de règlement local de publicité, et, dans les cas où il existe, seuls les maires sont compétents au nom de la commune.

3. LES POLES BENEFICIANT DE LA SIL

Il s'agit de **recenser les services et équipements** susceptibles d'être signalés par le biais de la **S.I.L. en agglomération et hors agglomération**.

Le guide méthodologique met en évidence deux catégories de **P.I.L.** (Pôles d'Intérêt Local) :

- Les équipements et services signalables soit avec des panneaux de direction, soit avec des panneaux de S.I.L.,
- Les équipements et services signalables exclusivement avec des panneaux de S.I.L.

Ces deux catégories de P.I.L. sont retenues dans le cadre de la S.I.L., de fait, les équipements signalables non retenus en signalisation directionnelle seront jalonnés par de la S.I.L..

Que signaler ?

Les pôles signalables doivent s'inscrire dans l'une des catégories suivantes :

- Equipements d'hébergements*,
- Equipements de restauration*,
- Services usuels,
- Etablissements industriels isolés (isolé : 2 activités maximum dans une même direction ; non isolé : 3 activités et plus dans une même direction),
- Services d'intérêt général,
- Sports et loisirs*,
- Elément du patrimoine et lieux de visite ouvert au public,
- Produits du terroir et artisanat*.

La liste des pôles signalables, extraite du guide technique de la Signalisation d'Information Locale (SIL) – Certu 2006, est en annexe 1.

* Seules les activités qualifiées, labellisées et déclarées en Préfecture ou auprès d'organismes concernés (CDT, chambres consulaires, organismes certificateurs) seront signalables ; le but est de garantir aux usagers un minimum de qualité et toutes les conformités requises.

4. LES PRINCIPES DE JALONNEMENT

Les jalonnements mis en place sont dits de **proximité** : ils débutent au dernier **carrefour important**. Ce jalonnement dépend du réseau sur lequel est situé le pôle.

Le réseau du département est scindé en trois catégories :

- Route structurante (Réseau routier national, réseaux structurants A et B),
- Route départementale de liaison (Réseau de liaison),
- Route départementale de desserte (Réseau de desserte).

4.1. Règles générales

Les jalonnements mis en place sont dits **de proximité** : ils débutent au dernier carrefour important. Ce jalonnement dépend du réseau sur lequel est situé le pôle.

Le nombre maximum de carrefours à équiper est de 5 au maximum.

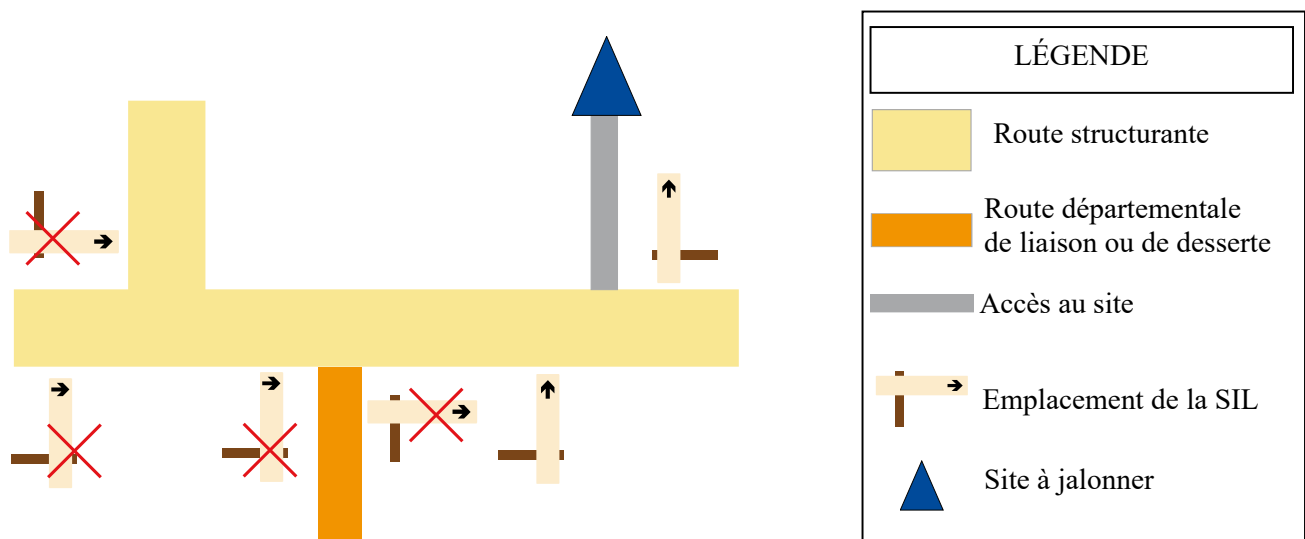
Chaque activité ne pourra être signalée dans plus de 5 lieux différents.

La distance maximum de jalonnement est limitée à 5 km.

1^{er} cas : Pôle situé à proximité d'une route structurante

- Présignalisation sur carrefour d'accès au site

Illustration n°1 : Site à proximité du réseau structurant



2^{ème} cas : Pôle situé sur route départementale de liaison ou de desserte

- Présignalisation sur carrefour d'accès au site
- Début de la signalisation dans chaque sens, depuis le carrefour avec route structurante le plus proche s'il en existe un situé à moins de 5 km du site (illustration n°2).

S'il n'y a pas de carrefour avec route structurante et situé à moins de 5 km du site, le jalonnement débutera sur le carrefour d'accès au site (illustration n°3).

Illustration n°2 : Site à proximité d'une route de liaison ou de desserte et situé à moins de 5 km d'un carrefour avec une route structurante.

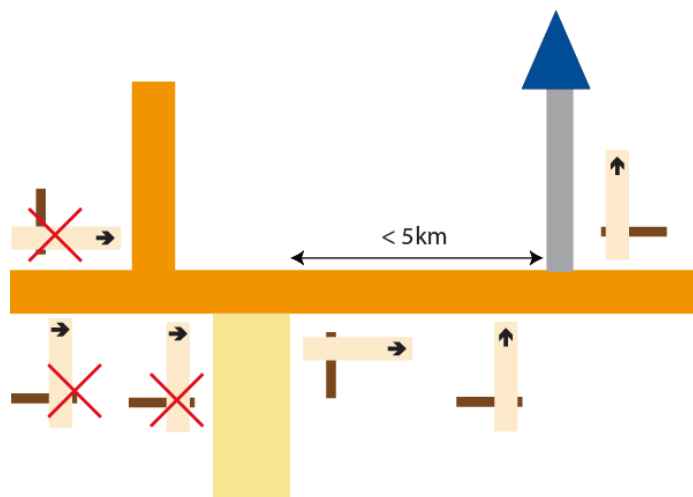
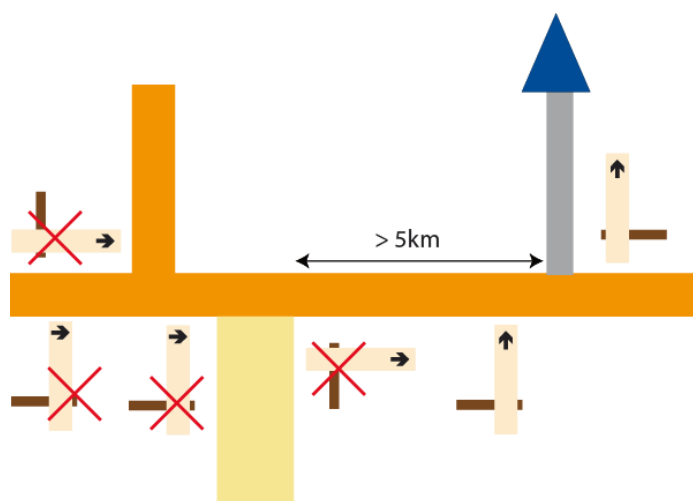


Illustration n°3 : Situé à proximité d'une route de liaison ou de desserte et situé à plus de 5 km d'un carrefour avec une route structurante.



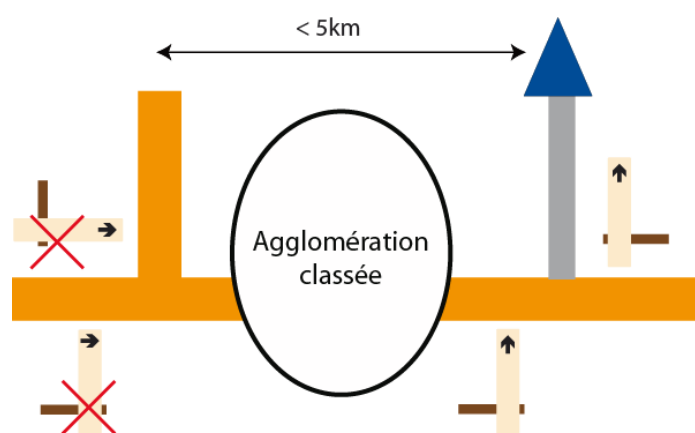
Pour un jalonnement efficace, la signalisation mise en place doit assurer la **continuité des jalonnements proposés, du carrefour de départ du jalonnement jusqu'au P.I.L. ainsi jalonné.**

4.2. Autres Règles

- Règle d'écran

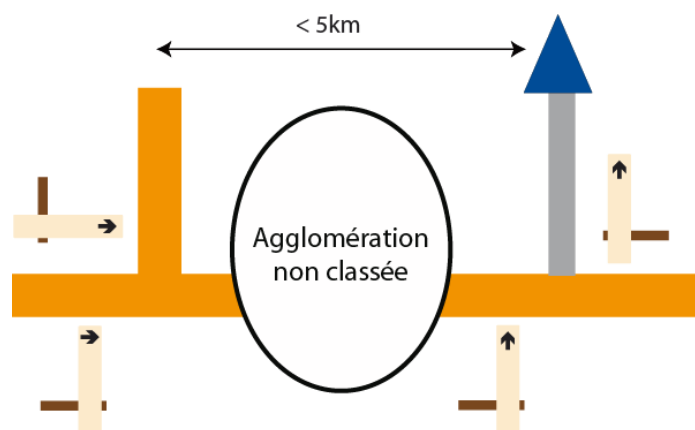
▪ Agglomération classée

Si une agglomération classée est située entre un site et le début de son jalonnement potentiel, le jalonnement ne débutera qu'en aval de la commune.



▪ Agglomération non classée (L)

Si une agglomération non classée est située entre un site et le début de son jalonnement, la règle d'écran ne s'applique pas. Le jalonnement débutera à 5 km maximum du site dans le respect des règles générales (§ 4.1, voir illustrations 1 et 2 ci-avant).



- Continuité des itinéraires

Dans le cas de **carrefours avec des voies du réseau communal**, les activités situées en **continuité d'itinéraires** doivent être signalées si le mouvement n'est pas évident.

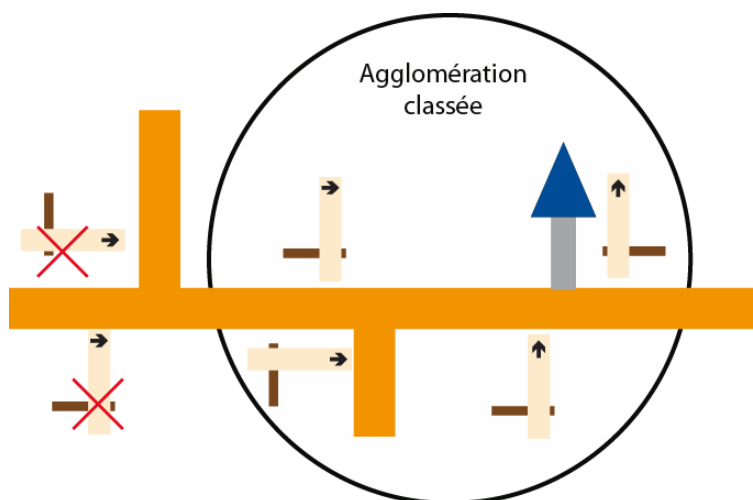
Cette règle est valable hors agglomération considérant qu'en agglomération, M. Le Maire doit veiller à faire assurer la continuité de la signalisation éventuellement mise en œuvre sur le territoire de sa commune.

- PIL en agglomération

La SIL en agglomération est gérée par la commune, qu'il s'agisse d'un service public ou privé. L'étude sera fournie au Conseil Départemental et une permission de voirie est néanmoins nécessaire. (Annexe 3)

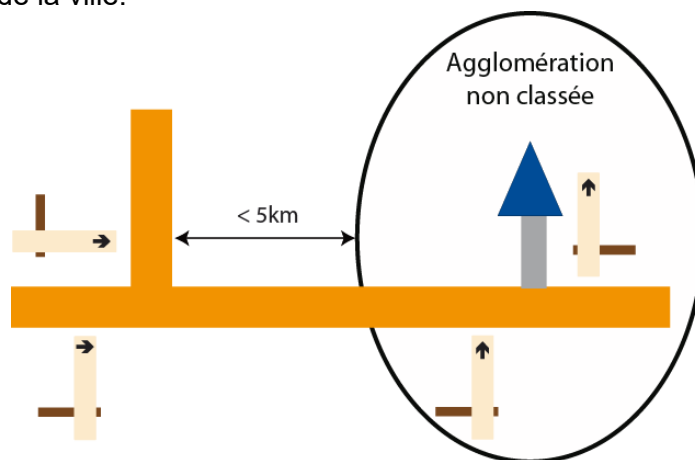
- Agglomération classée

Les PIL situés en agglomération classée ne peuvent être jalonnés que dans les limites de l'agglomération.

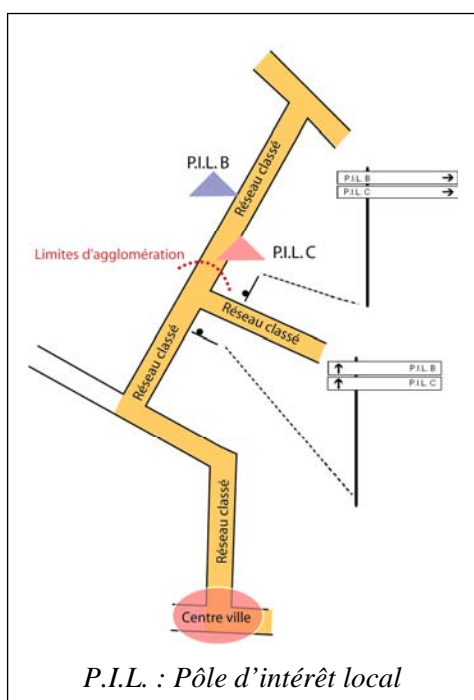


- Agglomération non classée

Les PIL en agglomération non classée peuvent être jalonnés en dehors de l'agglomération, à 5km maximum de l'entrée de la ville.



- PIL situés hors agglomération, jalonnés depuis l'agglomération



Les pôles situés hors limites d'agglomération et localisés en filante sur le réseau départemental, peuvent être jalonnés depuis l'agglomération à laquelle ils sont rattachés, **au dernier carrefour avant la sortie d'agglomération**, dans la limite des 5km.

5. LES MODALITES D'IMPLANTATIONS

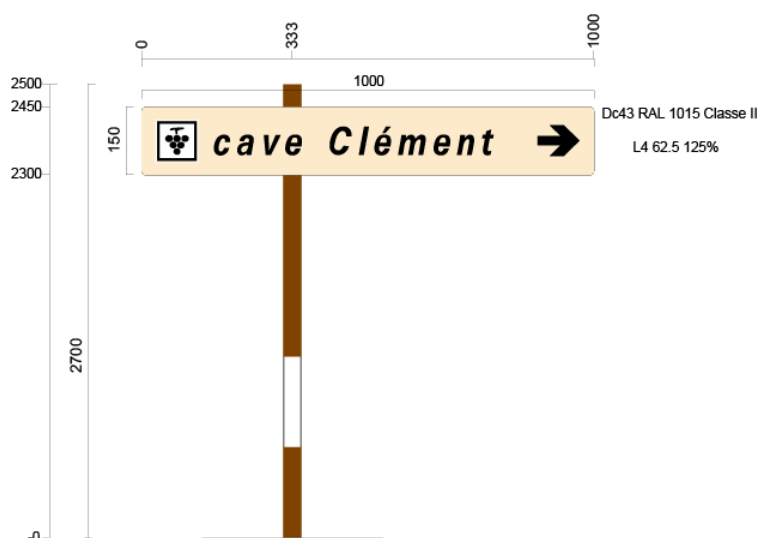
5.1. Types de panneaux utilisés

Les panneaux de S.I.L. se déclinent en deux catégories :

- Les panneaux de **présignalisation** implantés en amont d'un carrefour : **règle générale**.



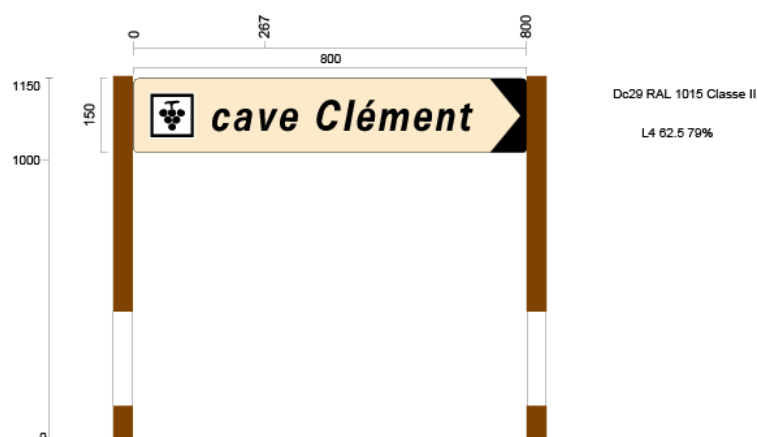
Panneau de type **Dc43** : il est de forme rectangulaire et ne comporte pas de listel.



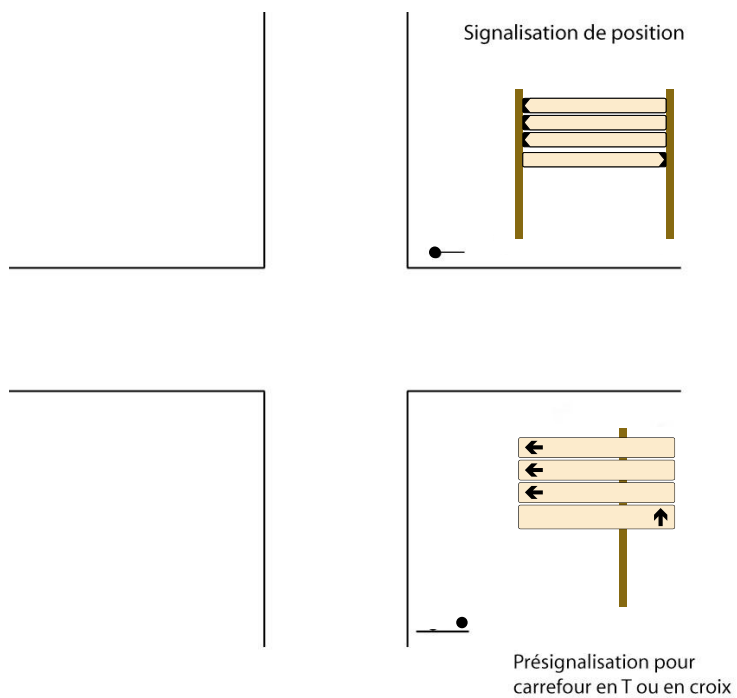
- Les panneaux de **position** implantés en intersection : **dispositions dérogatoires**.



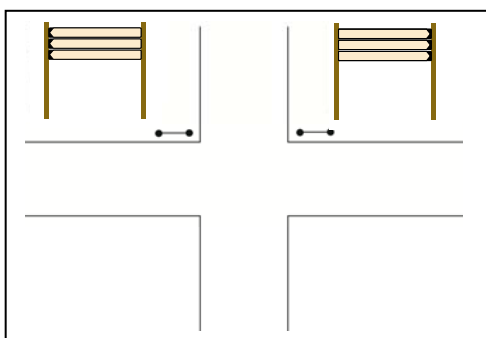
Panneau de type **Dc29** : il est de forme rectangulaire et ne comporte pas de listel.



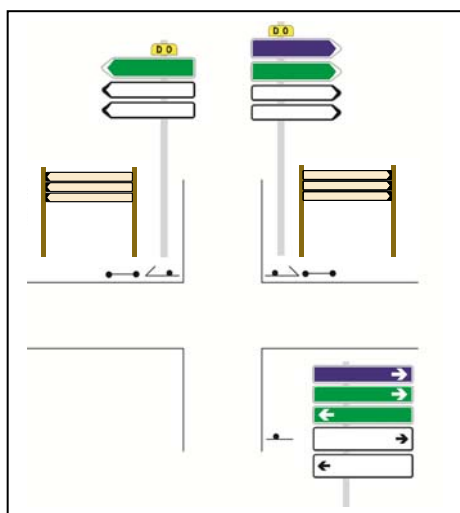
La S.I.L. peut donc s'appuyer sur des panneaux de présignalisation **ou** de position : l'emploi de l'une des solutions étant exclusive de l'autre.



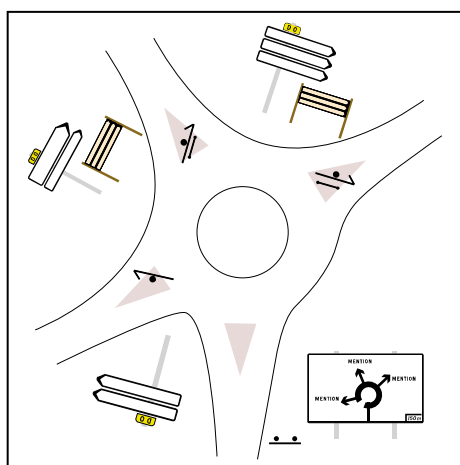
Cas dérogatoires : la S.I.L. peut être réalisée au moyen de panneaux de position **si** :



Cas 1 : le carrefour à équiper ne comporte aucun panneau de signalisation de position directionnelle courante ;



Cas 2 : les contraintes d'environnement ne permettent pas l'implantation de la présignalisation dans de bonnes conditions de visibilité et de sécurité ;



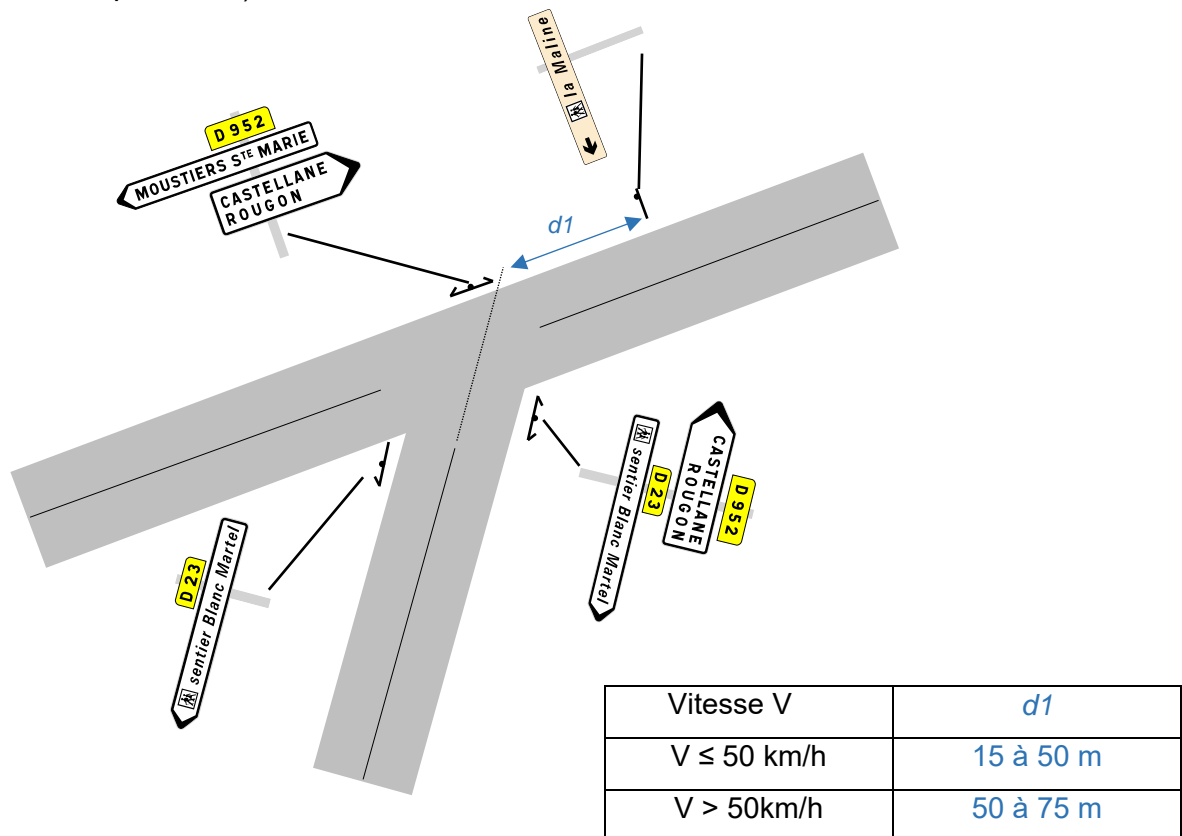
Cas 3 : le carrefour à équiper est un carrefour giratoire. Dans ce cas, seules les mentions de sortie sont signalées par des panneaux implantés dans la surface de l'îlot séparateur de la branche concernée.

Dans les **cas 2 et 3**, cette disposition dérogatoire peut conduire à implanter côte à côte deux dispositifs de signalisation de position sur les branches du carrefour. La priorité en matière d'implantation sera néanmoins donnée à la signalisation directionnelle.

5.2. Distances d'implantation

Les distances d'implantation des panneaux S.I.L. ainsi que les hauteurs de composition sont définies en fonction :

- Des types de carrefours et de leur configuration géométrique,
- Des vitesses pratiquées,
- De la présence ou non de panneaux de présignalisation directionnelle (*uniquement pour les distances d'implantation*).



Dans le cas de carrefours comportant des panneaux de présignalisation directionnelle, le panneau de présignalisation de S.I.L. devra être implanté entre le D43 et le carrefour, à une distance assurant la lecture et la lisibilité des différents ensembles.

La position des panneaux sera précisée dans les permissions de voirie établies par les collectivités en charge de la gestion du domaine public, à savoir :

- le Conseil Départemental pour les dispositifs en bordures des routes départementales
- la commune ou communauté de communes pour les dispositifs en bordure des voies communales

Les panneaux seront systématiquement regroupés sur des supports de SIL déjà en place s'il en existe.

6. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES

6.1. Caractéristiques générales des équipements

Les panneaux, mâts, fixations, raidisseurs et massifs correspondent au type de signalisation SD2, conformément aux normes, homologations ou certifications. Ils sont munis du marquage CE accompagnés de la marque NF (formats et décors).

Le matériau de base des panneaux et mât est l'aluminium. Les panneaux utilisés hors agglomération de type SD2 sont de type bords tombés ou sertis à dos ouvert.

6.2. Les éléments de base

Les éléments de base composant ces panneaux sont exclusivement les suivants :

Idéogrammes éventuels,

- Mention,
- Indicateur de classement (*uniquement pour les hôtels, campings, village résidentiels et résidences de tourisme*),
- Flèche directionnelle pouvant être verticale, horizontale ou oblique (*dans le cas des panneaux de présignalisation*).

Sont notamment à proscrire :

- **Les logotypes afin d'éviter le caractère publicitaire,**
- Les distances,
- Les temps de parcours,
- Les indications complémentaires : adressage, n° de téléphone, informations commerciales, etc.

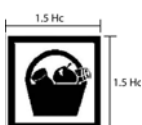
6.2.1. Idéogrammes

Un idéogramme est une figurine qui peut être associée à un pôle jalonné. Son utilisation permet :

- De faciliter la lecture du panneau en supprimant une partie de l'information écrite ;
- De préciser cette information.

Il est proposé d'associer **deux idéogrammes** au maximum pour chacune des mentions.

Les idéogrammes sont réglementés et définis dans l'arrêté du 06 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 24 novembre 1967 (cf. annexe 2 pour la liste des idéogrammes réglementaires).



Chaque idéogramme est inscrit dans un carré de côté égal à 1.5 Hc.

Le département a toutefois créé 2 idéogrammes propres aux activités de parapente et de vol à voile. Ces nouveaux idéogrammes sont situés en annexe 2.

6.2.2. Mentions

La mention sera inscrite en L4 minuscule (Italique). Seuls les noms propres commenceront par une lettre majuscule.

Pour réduire la longueur des panneaux, il est possible d'abréger la mention, sous réserve de ne pas en altérer la compréhension sinon le renvoi à la ligne sera admis.

- **Hauteur de caractères (Hc)**

Elle est définie en fonction de la vitesse de référence des véhicules et des conditions d'implantation.

Vitesse de référence	Hauteur de caractères
< 50 km/h	62.5 mm
> 50 km/h	80 mm

- **Nombre de mentions par registre**

Il est prévu **1 seule mention** par registre, un site sera indiqué uniquement par un seul registre.

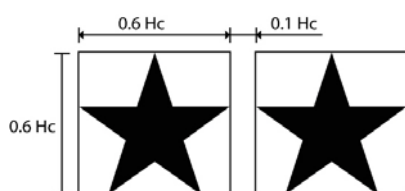
- **Nombre de mentions par ensemble**

Conformément à la réglementation, le nombre de mentions par ensemble de signalisation est limité à 6 dont 4 dans la même direction. De manière exceptionnelle un ensemble pourra être dédoublé afin de respecter le nombre de mention maximum par ensemble.

- **Nombre de mentions par ensemble**

Sur un même carrefour, un seul ensemble par branche.

6.2.3. Indicateurs de classement



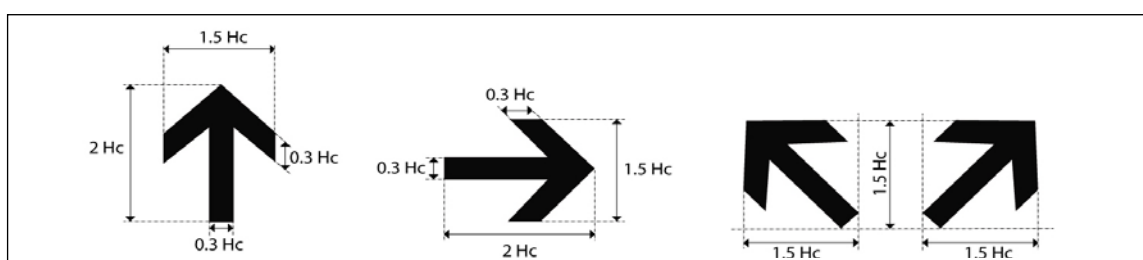
Chaque élément graphique de l'indicateur de classement d'hébergement (*étoile*) s'inscrit dans un carré fictif de côté égal à 0.6 Hc. L'intervalle séparant deux éléments constitutifs est de 0.1 Hc.

Pour les activités liées à l'hébergement, le niveau de qualité des prestations offertes peut être précisé par un indicateur de classement officiel reconnu par le délégué au Tourisme qui est l'étoile (*la décision de classement d'un hébergement est prise par arrêté préfectoral*). Il est placé immédiatement après l'inscription.

Par ailleurs, à l'exception du label AB (agriculture biologique) les labels tels que les épis, cheminées, clés ou autres ne doivent pas figurer sur le domaine public. Ces différents labels ne peuvent figurer que sur l'enseigne indiquant l'hébergement.

6.2.4. Flèches directionnelles

En présignalisation de carrefour en croix :



6.3. Choix des couleurs

6.3.1. Couleur des registres

Les ensembles de signalisation ne comportent pas de listel. Le fond des panneaux est de couleur « ivoire clair » (RAL 1015)

6.3.2. Couleur des caractères

Les caractères composant la mention sont de couleur noire (RAL 9017), couleur identique aux flèches.

6.3.3. Couleur des flèches

- Pour les panneaux implantés en présignalisation, la flèche est de la même couleur que les caractères composant l'inscription.
- Pour les panneaux implantés en position, la pointe de la flèche est de la même couleur que les caractères composant l'inscription.

6.3.4. Couleur des idéogrammes

Chaque idéogramme s'inscrit dans un carré à fond blanc et les éléments composant celui-ci (*bordure, inscription ou pictogramme*) sont de couleur noire, sauf exception (*ex : idéogramme ID1a « Parking » dont le fond est de couleur bleue et l'inscription de couleur blanche*).

6.3.5. Couleur des indicateurs de classement

Les éléments graphiques définissant l'indicateur de classement sont de même couleur que les caractères composant l'inscription.

6.4. Classe de rétroréflexion

Les panneaux de S.I.L. doivent être visibles de jour comme de nuit. De plus, la rétroréflexion est obligatoire en rase campagne. Les ensembles de signalisation sont de classe 2 (*sur un même carrefour, la rétroréflexion doit être identique sur la totalité des ensembles de signalisation*).

6.5. Hauteur sous panneau

- En position : 1000 mm au maximum,
- En présignalisation : 2300 mm pour une bonne lisibilité

6.6. Mâts

- En position : bi-mât,
- En présignalisation : 1 seul mât.

Les mâts sont de couleur marron (RAL 8015), à l'identique de la signalisation touristique.

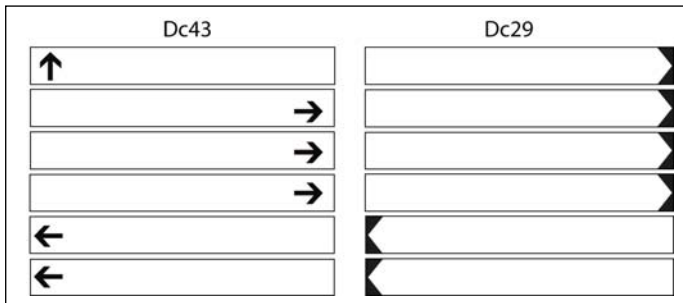
Le diamètre des mâts sera de 114 mm, à confirmer par le calcul des fournisseurs. Les 2 derniers supports situés au droit de l'activité seront constitués par des mâts de diamètre 90 mm qui ne supporteront qu'un seul panneau. Ce diamètre sera confirmé par le calcul du fournisseur.

Par dérogation, le mât de signalisation de SIL pourra être commun avec la signalisation destinée aux cyclistes (panneaux de type Dv).

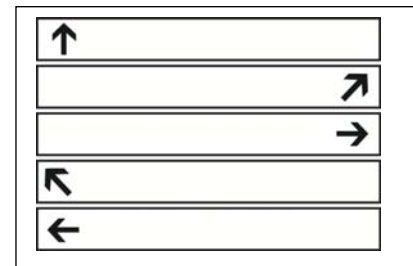
6.7. Règles d'assemblage des panneaux

Dans un premier temps, l'agencement des panneaux (*de position et de présignalisation*) se fait d'abord par sens de direction. Dans un deuxième temps, l'ordre des mentions est le suivant :

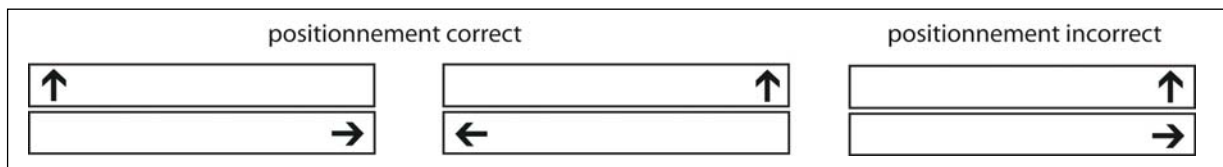
- Les mentions sont placées de haut en bas en fonction de leur éloignement. La mention la plus éloignée étant placée en haut.



Les panneaux relatifs à chaque direction sont regroupés par bloc. Les différents blocs sont empilés en respectant l'ordre suivant :



Par ailleurs, dans le cas de flèches verticales, celles-ci sont positionnées du côté opposé aux flèches du bloc placé immédiatement au-dessous :



6.8. Caractéristiques dimensionnelles des panneaux

Les panneaux constituant un ensemble (*en présignalisation ou en position*) ont des longueurs identiques et sont alignés verticalement.

Les dimensions des registres sont calculées en fonction de la hauteur de caractères qui varie elle-même en fonction de la vitesse pratiquée sur le réseau supportant la SIL.

La longueur ne dépassera pas 1 600 mm et la hauteur 250 mm.

6.9. Parcs naturels et réserves

Sur le territoire des parcs naturels ou réserves, les panneaux de SIL devront respecter les éléments de la charte, mais pourront reprendre la charte graphique du parc ou réserve.

7. AUTORISATION ADMINISTRATIVE

Toute demande devra être faite via la commune recevant l'activité. La commune relaie cette demande au Conseil départemental avec son avis.

Les demandes d'implantation de panneaux de SIL émanant des pétitionnaires privés seront renvoyées vers les communes ou communautés de communes.

Après étude du projet par le Conseil départemental gestionnaire de la route départementale, une permission de voirie autorisera la mise en œuvre des panneaux et définira les prescriptions techniques, les conditions d'implantation, les règles financières ainsi que les responsabilités de son titulaire.

Cette autorisation est écrite, précaire et révocable, et limitée dans le temps. Le renouvellement sera disponible après demande par le titulaire via la commune.

La fourniture, la pose, l'entretien et le remplacement seront à la charge du demandeur sans pour autant générer de droits auprès du Conseil départemental sur leur pérennité.

En cas de mauvais entretien ou de détérioration, le Conseil départemental pourra déposer l'ensemble sans délai après en avoir informé le titulaire de la permission de voirie.

ANNEXES

Annexe 1 : Liste des pôles signalables

Annexe 2 : Idéogrammes

Annexe 3 : Cadre type de la permission de voirie

Annexe 4 : Fiche d'Information synthétique à l'usage du pétitionnaire

ANNEXE 1

Liste des pôles signalables

(extraite du guide technique de la Signalisation d'information locale, CERTU, 2006)

retenus dans l'étape précédente ; de l'excentricité des pôles par rapport à la voie. La longueur du jalonnement dépend de la localisation du pôle par rapport à la voirie. Un équipement sera d'autant plus signalé qu'il sera excentré.

1.2.4 Établissement des fiches-carrefour

Le travail consiste à transcrire le résultat du jalonnement de proximité en terme de mentions signalables aux carrefours où seront implantés les panneaux relatifs aux équipements ou services.

À l'issue de cette étape, sur chaque branche, il conviendra de vérifier que le nombre de mentions ne dépasse pas six en présignalisation toutes directions confondues dont quatre pour une même direction. Il n'est pas possible de dédoubler la présignalisation.

En signalisation de position, on ne dépassera pas quatre mentions pour une même direction.

services administratifs importants

- Hôtel de région
- Hôtel de département
- Hôtel de ville
- Palais de justice
- Gare ferroviaire
- Plate-forme multimodale
- Embarcadere et bac
- Aéroport
- Port
- Centre routier
- Centre de douane
- Parc de stationnement de grosse capacité
- Parc relais
- Parc national, régional
- Monument historique et site classé ou inscrit
- Office de tourisme, syndicat d'initiative
- Relais d'information service
- Emplacement réservé aux gens de voyage
- MIN, MIR
- Palais des congrès

1.3 Liste des services signalables

Tous les services et équipements signalables ne sont pas obligatoirement à signaler.

1.3.1 Équipements et service signalables exclusivement avec des panneaux de signalisation de direction

- Point de départ excursions pédestres
- Hameau, ferme isolée
- Zone d'activité économique (ZAE, ZI, ZA)
- Zone portuaire
- Parc des expositions
- Centre hospitalier régional (CHR), centre hospitalier universitaire (CHU)
- Hôpital assurant les urgences
- Clinique assurant les urgences
- Hôtel de police
- Gendarmerie
- Préfecture
- Sous-préfecture
- Cité administrative regroupant plusieurs

1.3.2 Équipements et services signalables soit avec des panneaux de signalisation de direction, soit avec des panneaux de SIL

- Ensembles résidentiels
 - Quartier non classé
 - Lotissement, résidence
 - Cité universitaire
 - Foyer de jeunes travailleurs
 - Maison de retraite
- Équipements d'hébergement isolés¹
 - Hôtel
 - Village de vacance
 - Terrain de camping-caravaning
 - Auberge de jeunesse
 - Chambre d'hôte
 - Gîte
- Activités économiques et commerciales
 - Établissement industriel isolé¹
 - Centre commercial

¹ La notion d'isolement s'apprécie au regard de la densité des équipements considérés dans l'aire d'étude.



LE CADRE TECHNIQUE

- Équipements médico-sociaux
 - Hôpital, clinique n'assurant pas d'urgences
 - Centre de sécurité sociale
 - Maison de repos
 - Centre social
- Équipements publics
 - Tribunaux divers
 - DDE, DRE, DDA, DDASS
 - Hôtel des impôts
 - Trésorerie
 - Inspection académique
 - Rectorat
 - ANPE
 - Commissariat de police
 - Mairie
 - Mairie annexe, service communal installé en dehors de l'hôtel de ville
 - Cimetière, funérarium
- Services usuels
 - Bureau de poste
 - Déchetterie
- Équipements de transports
 - Petit port de plaisance
 - Embarcadère et bac
 - Aérodrome, héliport
 - Téléphérique, funiculaire
 - Parc de stationnement de faible capacité
 - Emplacement réservé aux gens du voyage
 - Aire de stationnement pour camping-car
- Équipements économiques régionaux
 - Chambre de commerce
 - Chambre des métiers
 - Bourse
- Équipements scolaires et de formation
 - Lycée, collège
 - Faculté
 - Grande école
 - École spécialisée (École normale, CREPS, AFPA, ...)
- Sports et loisirs
 - Parc d'attractions
 - Base de loisirs
 - Stade, complexe sportif
 - Gymnase, salle de sport
 - Aire ou bâtiments spécialisés tennis
 - Hippodrome
 - Centre équestre
 - Golf
 - Piscine
 - Patinoire
 - Bowling
 - Piste de luge
 - Télési
 - Parc ou jardin spécialisé ou labellisé (zoo, jardin des plantes, ...)
 - Forêt
 - Plage, centre nautique
 - Lac, étang
- Équipements culturels
 - MJC, centre culturel
 - Bibliothèque
 - Salle des fêtes
 - Théâtre, auditorium
 - Opéra
- Éléments du patrimoine culturel et naturel
 - Musée
 - Site non classé (mont, pic, grotte, col, point de vue, etc.)
 - Espace naturel sensible
- Équipements cultuels
 - Eglise, basilique, cathédrale
 - Abbaye, couvent, monastère
 - Synagogue
 - Temple
 - Mosquée
- Équipements militaires
 - Caserne
 - Camp militaire
 - Arsenal

1.3.3 Équipements et services signalables exclusivement avec des panneaux de signalisation d'information locale

- Équipements d'hébergement
 - Hôtel
 - Village de vacance
 - Terrain de camping-caravaning
 - Auberge de jeunesse
 - Chambre d'hôte
 - Gîte
 - Meublé de tourisme
- Équipements de restauration
 - Restaurant
 - Table d'hôte
 - Ferme auberge
- Services usuels
 - Garage-station service
 - Distributeurs automatiques de billets
 - Toiletttes ouvertes au public
 - Artisanat
 - Propriétés viticoles
 - Produits du terroir (NB : il s'agit de produits dont la production est locale)
 - Halle et marché couvert
 - Aire de pique-nique
 - Parc, jardin, promenade
- Activités économiques et commerciales
 - Établissement industriel

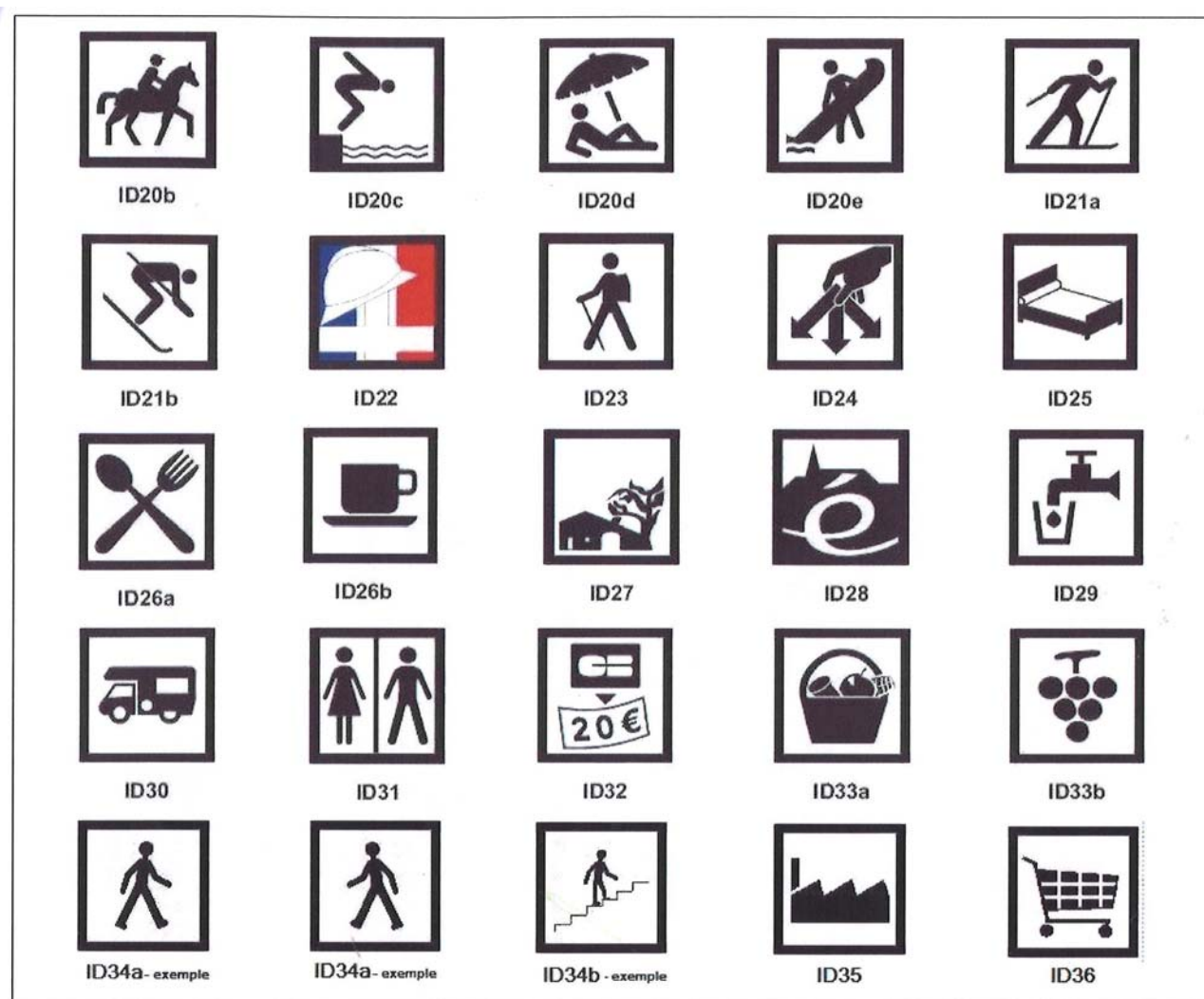
ANNEXE 2

Idéogrammes

2.1. Idéogrammes réglementaires



* les idéogrammes relatifs aux parcs naturels nationaux figurent en fin de cette annexe 7.



2.2. Idéogrammes propres au département

ID parapente :



ID vol à voile :



ANNEXE 3

Cadre type de la permission de voirie



DOCUMENT PROVISOIRE

PERMISSION DE VOIRIE
N°
PORTANT OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

- Vu** le code de la voirie routière,
- Vu** le code général des collectivités territoriales,
- Vu** le code de la route,
- Vu** la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983,
- Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 06 novembre 1992 modifiée,
- Vu** le règlement de voirie adopté par l'Assemblée départementale le 23 juin 2006,
- Vu** les délibérations adoptées par l'Assemblée départementale le 21 juin 2002, le 17 mars 2006 et modifiée le 29 juin 2007, relatives à la redevance d'occupation du domaine public départemental,
- Vu** l'arrêté départemental n° 2015-DFAG-007 du 02 avril 2015 portant délégation de signature à Monsieur Michel MATH, Directeur Général Adjoint du Pôle Développement Durable et Territoires,
- Vu** la charte départementale de signalisation d'information locale,
- Vu** l'étude de jalonnement indiquant le nombre de panneaux et leurs implantations, les maquettes des panneaux et supports présentées,
- Vu** l'état des lieux,
- Vu** l'avis de la commune de ou la communauté de communes de,
- Vu** la demande en date du par laquelle Monsieur/madame, demande l'autorisation d'occuper le domaine public du département pour la mise en place de matériel de signalisation d'information locale,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 - Autorisation.

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public et à exécuter les travaux énoncés dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants :

ARTICLE 2 - Consistance des travaux - Implantation.

Supprimer ou répéter les mentions si nécessaires

Pose d'un ou deux mâts de signalisation et d'un panneau Dc29 *ou* Dc43 sur la RD., commune de, au PR.+...,

Pose d'un d'un panneau Dc21 *ou* Dc43 sur le mât existant sur la RD., commune de, au PR.+...,

DISPOSITIONS SPECIALES

L'ensemble du matériel (panneaux, mâts tiges et platines de scellement, brides ainsi que tout autre accessoire) devra être normalisé et disposer de la certification NF.

Le cas échéant, les massifs de scellement respecteront strictement les dimensions calculées et préconisées par le fournisseur du matériel.

Le pétitionnaire est informé que le/les mât(s) mis en place dans le cadre de la présente autorisation pourront dans le futur servir de support aux panneaux signalant d'autres activités sans qu'il ne puisse s'y opposer ni réclamer d'indemnités de quelque nature que ce soit. Dans ce cas, les supports et leurs massifs seront recalculés et éventuellement modifiés conformément aux prescriptions du fournisseur.

L'implantation des panneaux définie au projet et validée par le gestionnaire après éventuelle visite sur le terrain, devra être impérativement respectée.

ARTICLE 3 - Renonciation aux dispositifs existants.

La signalisation d'information locale se substituant aux préenseignes dérogatoires, le pétitionnaire s'engage à retirer immédiatement tous les autres dispositifs de signalisation dont il pourrait disposer, y compris la publicité hors agglomération.

ARTICLE 4 - Cessation d'activité.

En cas de cessation d'activité le pétitionnaire s'engage à en informer immédiatement le Conseil départemental et à procéder à la dépose du matériel devenu caduque (panneaux et supports).

ARTICLE 5 - Sécurité et signalisation de chantier.

L'entreprise chargée des travaux devra transmettre à la Maison technique concernée la demande d'arrêt temporaire de circulation au moins 20 jours avant la date des travaux.

ARTICLE 6 - récolement.

La conformité des travaux sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier.

ARTICLE 7 - Responsabilités.

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales départementales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La fourniture, la pose, l'entretien et le remplacement des panneaux seront à la charge du titulaire sans pour autant générer de droits auprès du Conseil départemental.

ARTICLE 8 - Validité et renouvellement de l'arrêt - Remise en état des lieux

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour une durée de 1 an à compter de la date donnée pour le commencement de son exécution et est prolongée chaque année par reconduction tacite pendant 4 ans.

A l'issue des 5 ans maximum d'occupation, une demande de renouvellement devra être faite.

En cas de révocation de l'autorisation ou en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

Fait à, le

**Pour le Président du Conseil départemental
Et par délégation,**

DIFFUSIONS

Le bénéficiaire pour attribution

La Maison technique pour attribution

La commune de pour information

Mme, M. les Conseillers départementaux pour information

Mme Le Préfet, Mme, M. Le Sous-Préfet pour information et suite éventuelle auprès des services placés sous son autorité

M. Le Commandant du Groupement de Gendarmerie

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Maison technique.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

ANNEXE 4

Fiche d'Information synthétique à l'usage du pétitionnaire



Signalisation d'Information Locale

Fiche d'Information

Implantation

Le nombre de panneaux et leur implantation seront définis par le plan de jalonnement établi par le pétitionnaire en accord avec la collectivité territoriale (commune ou communauté de communes) ayant instruit la demande.

La position des panneaux sera précisée dans les permissions de voirie établies par les collectivités en charge de la gestion du domaine public, à savoir :

- Le Conseil départemental pour les dispositifs en bordure des routes départementales
- La commune ou communauté de communes pour les dispositifs en bordure des voies communales
- La Dirmed pour les dispositifs en bordure des routes nationales

Les panneaux seront systématiquement regroupés sur les supports de SIL déjà en place s'il en existe.

Matériel autorisé

Tout le matériel devra répondre aux normes NF en vigueur.

Les supports seront constitués par des mâts de couleur marron qui pourront supporter jusqu'à 6 registres. Leur diamètre sera a priori de 114 mm, à confirmer par le calcul par le fournisseur.

Les deux derniers supports situés au droit de l'activité seront constitués par des mâts Ø 90 mm qui ne supporteront qu'un seul panneau. Ce diamètre sera confirmé par le calcul par le fournisseur.

Les panneaux utilisés hors agglomération seront des panneaux directionnels à dos ouvert de classe 2.

Type de panneaux :

Dc29 en position et Dc43 en présignalisation.

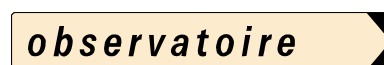
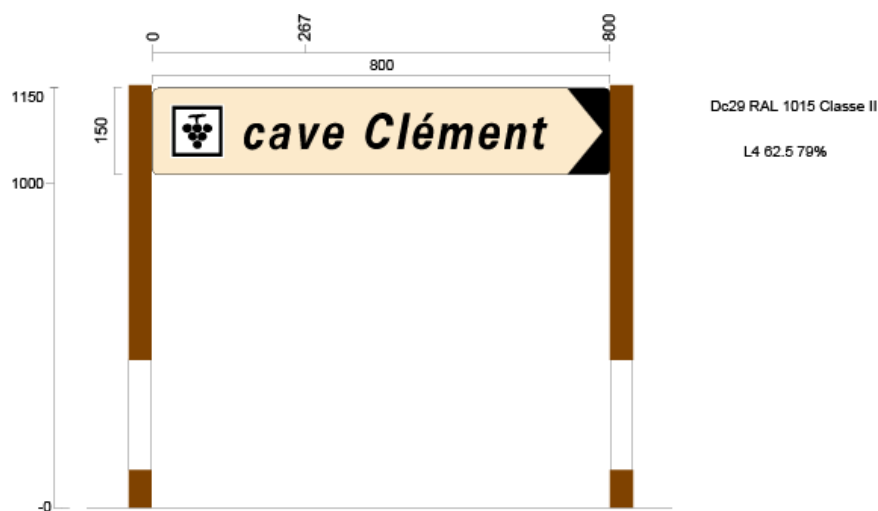
Caractéristiques :

Hauteur sous panneau	Présignalisation hors agglo : 2,30 m Position : 1,00 m maximum
Police de caractères	Arial en italique et minuscule L4 et signe diacritiques et ponctuation ; seuls les noms propres commenceront par une majuscule.
Couleur du fond	Ivoire clair RAL 1015
Couleur de lettrage	Noir RAL 9017
Couleur du mât	Marron RAL 8015
Hauteur registre	150 mm pour une ligne et 250 mm pour 2 lignes
Hb	62.5 mm si V de référence est < 50 km/h 80 mm V de référence > 50 km/h
Longueur registre maximale	1600 mm

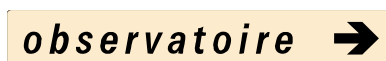
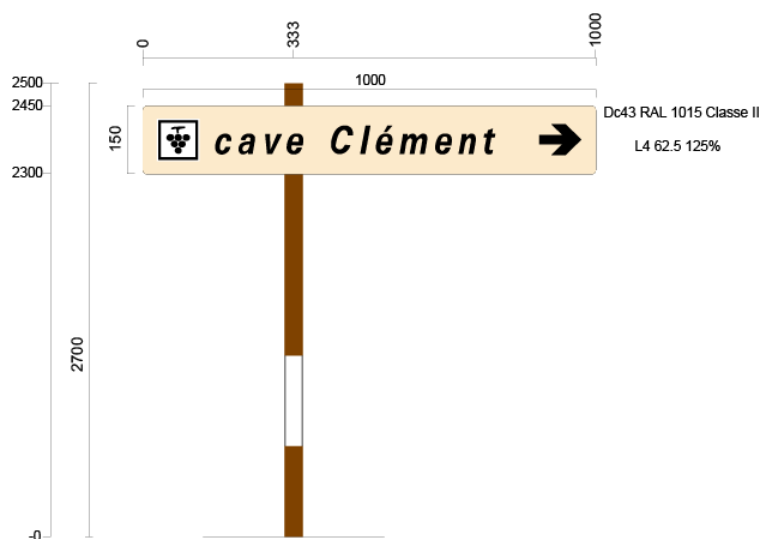
Le nom de l'activité signalée pourra être complété par des idéogrammes normalisés (2 idéogrammes maximum par panneau) dont la liste est donnée dans la charte SIL en annexe 2.

Exemples de panneaux de SIL:

Dc 29 panneau de position



Dc 43 panneau de présignalisation



Parcs naturels et réserves

Sur le territoire des parcs naturels ou réserves, les panneaux de SIL devront respecter les éléments de la charte, mais pourront reprendre la charte graphique du parc ou réserve.

Pose

La pose ne pourra intervenir qu'après obtention d'une permission de voirie autorisant l'occupation du domaine public.

La demande de permission de voirie devra systématiquement être accompagnée :

- Du plan de jalonnement indiquant le nombre de panneaux et leurs implantations
- Des éléments techniques relatifs au type de panneaux et au dimensionnement des massifs de scellement, avec maquettes et supports présentés

L'entreprise assurant la pose du matériel devra faire la demande d'un arrêté de restriction de circulation auprès du gestionnaire du domaine public au moins 20 jours avant le début des travaux.

L'entreprise devra également effectuer les demandes de renseignements (DR) pour le compte du pétitionnaire et ensuite envoyer les Déclaration d'Intention de Commencer les Travaux (DICT) aux différents exploitants des réseaux.